

FAITS SAILLANTS

- Le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, s'est rendu en Centrafrique du 24 au 27 octobre. Sa visite survient alors que la situation humanitaire se dégrade graduellement.
- Au cours du mois d'octobre, de nouveaux foyers de tension ont vu le jour dans l'Ouest et le Sud-Est du pays. De nouveaux déplacements et de nouveaux besoins émergent.
- L'accès humanitaire s'est réduit au cours des derniers mois. L'instabilité et la violence exercées par les groupes armés empêchent les humanitaires de répondre pleinement aux besoins des populations affectées.

CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	600 250
# de réfugiés centrafricains	518 196
Population ayant besoin d'une aide humanitaire.	2,4 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	2 M

FINANCEMENT

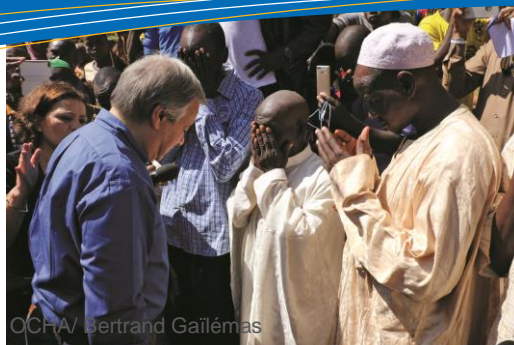
497,3 millions \$

Requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2017

168,5 millions \$

Soit 34% des fonds ont été mobilisés dans le cadre du HRP.

OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rendre compte de leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, d'analyser les gaps et les besoins et de prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.



Au sommaire

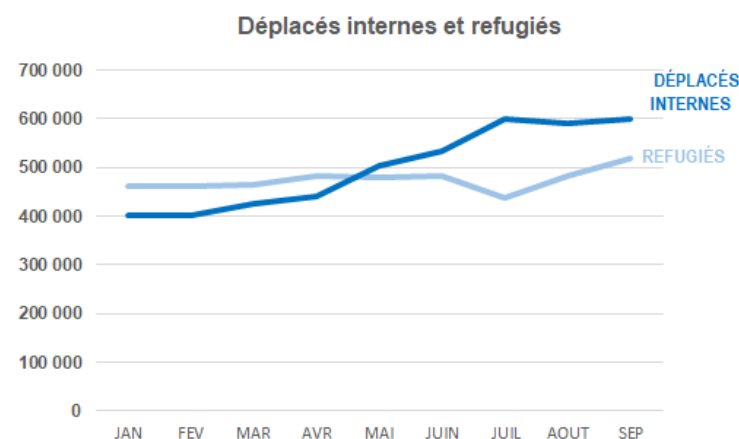
Antonio Guterres replace la Centrafrique dans l'agenda international P.1

Le Fonds humanitaire en RCA débloque 7 millions de dollars pour répondre aux nouveaux besoins urgents P.3

Un cadre clair pour la coordination entre acteurs humanitaires et la Minusca P.4

Antonio Guterres replace la Centrafrique dans l'agenda international

La situation humanitaire en Centrafrique se détériore davantage à l'orée du dernier trimestre de l'année 2017. La communauté humanitaire n'a eu de cesse d'alerter sur les risques graves que cette dégradation faisait encourir aux populations déjà meurtries et affaiblies par les crises récurrentes. Depuis le mois de mai, les indicateurs ne cessent



de se détériorer. Le nombre de déplacés internes a connu une augmentation de 50% depuis le début de l'année. Un Centrafricain sur quatre est soit déplacé soit réfugié. La moitié de la population dépend de l'aide humanitaire. Les besoins humanitaires augmentent alors que le financement de la réponse demeure insuffisant. A la fin du

mois d'octobre 2017, 12 d'entre eux ont perdu la vie.

La Centrafrique est devenue une des crises les plus oubliées du continent

C'est dans ce contexte inquiétant que le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a effectué une visite de quatre jours en République centrafricaine.

« Aujourd'hui, la situation reste très troublante. Ma visite vise (...) à attirer l'attention sur une situation fragile souvent loin des projecteurs des médias » avait-il déclaré avant son arrivée. En effet, la Centrafrique est devenue une des crises les plus oubliées du continent. Le Secrétaire général Guterres a voulu attirer l'attention de la communauté internationale sur le drame qui continue de s'y jouer. Pendant son séjour, il s'est rendu à Bangassou, une ville du Sud-Est qui a été au mois de mai 2017 le théâtre d'un violent conflit dont la ville garde encore les stigmates.

Lors de sa visite sur le site des personnes déplacées, M. Guterres a dénoncé les attaques ciblées fondées sur des affiliations ethniques et religieuses en rappelant qu'il faut dénoncer ceux qui invoquent la religion et qui ne prônent pas les préceptes de paix que toutes enseignent.

Bangassou : « Une visite de solidarité à tous les Centrafricains qui souffrent »

Après l'attaque du 13 mai par un groupe armé, la situation à Bangassou est demeurée extrêmement volatile et environ 1500 personnes issues d'une minorité sont confinées à l'Eglise catholique devenue un site de déplacés internes.

Cela fait bientôt six mois que leurs uniques mouvements se limitent aux 900m2 du site, encerclé par les éléments de ce groupe armé qui interdisent toute entrée ou sortie. L'impact de la situation imposée par des groupes armés à Bangassou est dramatique.

Cette année, les écoles sont restées fermées. Près de 20 500 enfants sont privés de leur droit fondamental à l'éducation. Zenaba Hamat, une des déplacées témoigne : « Les enfants n'ont pas de distraction. Ils ne vont pas non plus à l'école. Ma fille Dana ne demande qu'à aller à Bangui pour poursuivre ses études ». « Je me vois privée de mon propre avenir tout comme mes frères et sœurs qui sont avec moi sur ce site » renchérit Dana. Avant la crise, Dana était au lycée, en classe de 1ère. Beaucoup d'autres élèves n'ont pas pu passer leurs examens de fin d'année.

Les champs sont abandonnés, cela fragilise davantage la sécurité alimentaire et nutritionnelle de nombreuses familles déplacées en particulier. Quelques rares commerçants bravent l'interdiction des groupes armés pour trouver un moyen de vendre quelques produits aux déplacés du site.

L'insécurité accrue a contraint la plupart des acteurs humanitaires à se retirer de Bangassou alors que les besoins humanitaires sont importants, non seulement pour les populations déplacées sur le site mais également pour les populations affectées vivant en ville et sur les axes voisins. « La situation est difficile » explique deux sœurs, Kaltouma et Saboura. « Nous voudrions remercier les humanitaires qui risquent leur vie pour nous sauver la vie ». Saboura parle en connaissance de cause car son mari est aussi un humanitaire. « Tous les jours mon mari subit des menaces. En dehors des médecins qui nous soignent, une organisation nous aide avec de l'eau propre ».

Les déplacés ont exprimé leurs plus profondes préoccupations à M. Guterres, surtout la question de la sécurité et de la protection mais également celle de la justice. La plupart d'entre eux ne peuvent pas quitter le site qui est devenu une cible majeure des groupes armés. Dans une lettre ouverte lue au Secrétaire général, le Collectif des déplacés du site du Petit Séminaire décrit leur quotidien. « Nous menons en ce moment une vie très difficile où la malnutrition est déjà enregistrée chez les enfants, les femmes enceintes et allaitantes dû à la maigre quantité de vivre et le manque de certaines denrées de première nécessité (...). Nous sommes au bout de toutes les souffrances du monde. Nous avons droit de vivre aussi comme tout le monde ».

La visite du Secrétaire général Guterres à Bangassou intervient au moment où la violence a éclaté dans les régions du sud-est de la RCA. Des affrontements entre groupes armés ont gagné des villes entières.



OCHA/Bertrand Gailémas. Bangassou, Préfecture du Mbomou, RCA (25 octobre 2017) – Les élèves du site du Petit Séminaire de Bangassou invitent le Secrétaire général Guterres à défendre leur droit fondamental à l'éducation.



OCHA/Bertrand Gailémas. Bangassou, Préfecture du Mbomou, RCA (25 octobre 2017) – Les femmes attendent sur les bancs de la chapelle en plein air l'arrivée des marchands.

« Je serai votre avocat enthousiaste auprès de la communauté internationale pour que les Centrafricains reçoivent la solidarité dont ils ont besoin et qu'ils méritent », Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations Unies

Antonio Guterres promet de mobiliser le monde pour accroître l'aide humanitaire

Au terme de sa visite, M. Guterres a lancé un appel « pour que s'arrête ce cycle de violences ainsi que cette souffrance. Il faut que la situation change ».

La proportion des personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire en Centrafrique reste le plus élevé au monde. Plus de la moitié de la population dépend de l'aide humanitaire pour survivre.

Bien que la communauté humanitaire se soit mobilisée pour sauver des vies et soulager la souffrance, les besoins ont largement dépassé les ressources mobilisées pour le Plan de réponse humanitaire (PRH).

À la suite de la révision de ce Plan en juillet 2017, il apparaît que les besoins ont augmenté de 24%, requérant 497,3 millions de dollars pour couvrir une assistance vitale. En octobre, il n'était financé qu'à 34% dans le cadre du HPR. Le sous-financement et l'insécurité sont des défis majeurs qui entravent l'action humanitaire en RCA. En quittant la Centrafrique, Antonio Guterres a promis de mobiliser le monde pour accroître également l'aide humanitaire. « C'est maintenant qu'il faut mettre fin à la violence et consolider la démocratie. Je serai votre avocat enthousiaste auprès de la communauté internationale pour que les Centrafricains reçoivent la solidarité dont ils ont besoin et qu'ils méritent ».

Le Fonds humanitaire en RCA débloque 7 millions de dollars pour répondre aux nouveaux besoins urgents

Le Coordonnateur humanitaire en République centrafricaine, Najat Rochdi, a ouvert une enveloppe de 7 millions de dollars à la réponse d'urgence pour la deuxième allocation standard de l'année 2017 du Fonds humanitaire pour la République centrafricaine (FH RCA).

Cette allocation mettra l'accent sur la réponse aux nouveaux besoins urgents non couverts par d'autres financements. Elle permettra aussi de renforcer les acquis des interventions humanitaires dans les zones encore fragiles.

Les préfectures qui ont récemment étaient frappées par un regain de violence et qui font face à d'importants besoins humanitaires sont particulièrement ciblées par la nouvelle allocation. Cette dernière répondra aux besoins en termes d'abris, biens non alimentaires et gestion des camps, en éducation d'urgence, en protection, en santé et nutrition, en eau, hygiène et assainissement (EHA), en sécurité alimentaire et moyens de subsistance.

Les conflits armés ont considérablement réduit l'espace humanitaire. Ils hypothèquent l'accès à certaines populations vulnérables qui ont pourtant urgemment besoin d'aide. Les acteurs humanitaires n'ont pas été épargnés : du personnel a été victime d'actes de violence, des bases, des biens et de l'assistance ont été pillés ou incendiés. Ainsi, la protection des civils, le respect des principes qui guident l'action humanitaire et une réponse à l'échelle des besoins restent parmi les défis majeurs de la communauté humanitaire en RCA depuis le début de l'année.

En cours de cette année 2017, le FH RCA a déjà alloué 24 millions de dollars grâce aux contributions de l'Allemagne, de la Belgique, du Canada, du Danemark, de l'Irlande, du Luxembourg, de la Suède et du Royaume-Uni et de la Suisse.

Un cadre clair pour la coordination entre acteurs humanitaires et la Minusca

Les Directives pour la coordination civilo-militaire entre acteurs humanitaires et la MINUSCA en Centrafrique ont été signées par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, le Coordonnateur humanitaire et le Commandant de la Force de la MINUSCA début octobre. Cela représente une étape importante pour le renforcement d'un cadre de coordination clair, respectueux des principes humanitaires et de la complémentarité des partenaires. Ces directives visent à fournir des orientations opérationnelles et un cadre de liaison clairs sur les relations entre les partenaires humanitaires et la MINUSCA.

Les lignes directrices ont pour objectifs spécifiques de promouvoir une approche de coexistence cohérente et constructive entre les acteurs humanitaires et la MINUSCA, d'établir des accords d'échange d'informations et de liaison et l'identification de critères clairs pour la demande d'utilisation des ressources militaires et de protection civile (RMPC).

Ces directives servent à renforcer la compréhension des principes humanitaires d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance par toutes les parties, le respect de ces principes par les acteurs humanitaires et par la MINUSCA, afin de faciliter la fourniture immédiate, complète, sûre et sans entraves de l'aide humanitaire. Il établit également un mécanisme de suivi de l'application des lignes directrices et des engagements pris par toutes les parties afin que les problèmes susceptibles d'être soulevés à cet égard soient résolus de manière constructive.

Ces lignes directrices sont le fruit d'un travail inclusif entre partenaires humanitaires des ONG, la Croix-Rouge, les agences de l'ONU ainsi que les composantes militaires et civiles de la MINUSCA sous la coordination de OCHA.

Les chefs traditionnels de la ville de Boda contribuent à la cohésion sociale



A Boda, localité située dans la préfecture de la Lobaye, la crise a entraîné des tensions et de la méfiance entre les différentes communautés qui vivaient autrefois en harmonie. Une ligne de démarcation avait même été établie un certain temps pour séparer les zones chrétiennes et musulmane.

Dans le cadre de ses efforts de contribution au retour de la paix en Centrafrique, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), au travers de son partenaire Afrique Secours Assistance (ASA), a initié depuis 2014, un projet de cohésion sociale qui y porte déjà ses fruits. Le projet consiste en la restauration de l'autorité des chefs traditionnels, acteurs clés de résolution des conflits sociaux et de cohésion sociale. A cet effet, ASA a entamé la construction des « cases de chefs » qui sont des espaces où les chefs se regroupent pour discuter des problèmes de la communauté, mais aussi et surtout pour régler des différends qui surgissent en société.

« Nous nous sommes battus pour rien et la violence ne nous a rien apporté. Nous avons alors décidé d'arrêter les hostilités », explique Boniface Katta, Maire de Boda.

Conscient du rôle important que des chefs traditionnels peuvent jouer dans un contexte de crise comme celui de la RCA, ASA a sillonné les différents quartiers de Boda pour sensibiliser les deux communautés sur l'importance de la paix et la nécessité de renouer le dialogue pour mettre un terme à la violence.

« La première fois que nous nous sommes assis autour d'une table pour discuter des causes de la crise, nous avons tous été très émus et nous nous

sommes engagés à ne plus nous faire du mal », reconnaît l'Imam de la mosquée centrale de Boda. Depuis lors, les deux communautés cohabitent à nouveau sans animosité. Chrétiens ou musulmans sont libres de se déplacer dans tout Boda.

« Sur le marché de Boda, on peut apercevoir çà et là des commerçants musulmans ; ce qui n'était pas le cas il y a un an et demi », témoigne Honoré Kanga-Kouadio, Chef de base d'ASA à Boda. « Quand nous sommes arrivés ici, l'autorité des chefs traditionnels avait peu de valeur.

Ils n'étaient pas respectés car ils n'avaient aucun moyen pour marquer ou affirmer leur autorité. Ils n'avaient même pas de lieux où tenir des réunions ou accueillir des visiteurs», souligne Honoré Kanga-Kouadio. Aujourd'hui, avec la construction des cases de chefs à Boda et dans plusieurs autres villes de la Lobaye (Bokoma, Boukoko, Boboua, Boudjoula et Boganangone), l'autorité et la dignité des chefs sont rétablies.



©UNHCR. 'La case des chefs du village de Boboua lors d'une concertation communautaire.

« La case des chefs nous a permis d'asseoir notre autorité et notre dignité car autrefois, nous manquions de symbole fort de la chefferie », affirme Jules Boyzola, l'un des chefs traditionnels de Boda. Les cases servent aussi de lieux de regroupement et de sensibilisation de la population sur la paix et le vivre ensemble.

« Depuis le démarrage de nos activités, plusieurs séances de sensibilisation sur la paix et la cohésion sociale ont déjà été menées ; et nous sommes heureux de constater que la population se tourne maintenant vers les chefs pour chercher des solutions à leurs différends quotidiens. Ce qui n'était pas le cas auparavant », se réjouit le Maire de Boda.

A la veille de la rentrée scolaire, tous les leaders communautaires de Boda ont signé un mémorandum commun dans lequel il est interdit de stigmatiser un élève du fait de son appartenance religieuse.

Un ancien réfugié au service des déplacés

En 1995, la Centrafrique avait accueilli environ 12 000 réfugiés congolais suite à un changement de régime politique. M. Mwanabolanga Sama en faisait partie et avait trouvé une terre d'asile à Bangassou, dans la préfecture du Mbomou. Quelques années plus tard, cette région a connu une vague de violence lorsque les groupes armés ont commencé à s'y affronter. Afin de témoigner de sa reconnaissance à ses hôtes, il a voulu leur porter assistance à son tour. En 2008, en créant l'ONG « Mutualité des volontaires africains pour le développement » (MVAD), Mwanabolanga Sama s'était fixé comme objectif fondamental d'améliorer le quotidien des victimes de la crise en apportant une aide d'urgence dans les domaines de la santé, nutrition et sécurité alimentaire. En effet, les crises répétitives ont considérablement fragilisé les services sociaux de base en République centrafricaine notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation.

A Bangassou par exemple, MVAD a créé en 2016 le centre de santé « Sainte Anuarité » à Tokoyo, l'un des quartiers les plus peuplés de la ville. Dans cette même ville et dans les villages périphériques, entre janvier et septembre 2017, grâce à une clinique mobile, MVAD a pu dépister pas moins de 3 200 enfants malnutris, de moins de 5 ans. Ils ont ensuite été référés à l'hôpital de la ville pour une prise en charge gratuite.

Suite à l'attaque de Bangassou le 13 mai 2017, MVAD a pris en charge gratuitement 21 760 patients y compris des blessés et des cas de traumatisme lié à la violence. La clinique mobile de MVAD est également venue en aide aux 232 familles coupées de toute assistance humanitaire qui s'étaient réfugiées dans l'île de Mbongo, située à huit kilomètres de la ville.



ONG MVAD/Bangassou, Préfecture de Mbomou, République centrafricaine (2017) – Pendant les conflits au mois de mai, l'ONG MVAD consulte au quotidien une cinquantaine de patients à travers sa clinique mobile

Dans la même dynamique, au mois de juillet lorsque plusieurs foyers de tension ont éclaté dans la préfecture du Mbomou, MVAD est venu au secours d'un grand nombre de déplacés arrivés dans la ville d'Obo et des environs en ouvrant une structure sanitaire. Trois mille personnes déplacées souffrant de diverses pathologies y ont été pris en charge. A Nola, dans la région de la Sangha Mbaéré, MVAD envisage d'ouvrir un autre centre de santé d'ici à la fin de l'année 2017. Il souhaite y recruter quatre médecins afin de répondre aux problèmes de santé de la population, notamment ceux liés à la malnutrition.

Les partenaires financiers et techniques de l'ONG MVAD sont l'OMS, l'Ambassade de France, la FICR, la FAO, le UNHCR et l'UNICEF. Le siège social de l'ONG MVAD se trouve à Bangui au quartier Benz Vi. Contactez MVAD à l'adresse suivante : Courriel : ongmvad@gmail.com, Tél : +236 72825335/ 75032783.

Bonnes nouvelles

Education. Les élèves issues des ETAPE (Espace temporaire d'apprentissage et de protection des enfants) et les réfugiés seront désormais exemptés de frais de scolarité dans les écoles des zones de retour. Cette mesure a été prise le 12 octobre 2017, avec effet immédiat, par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Elle répond à une demande des familles déplacées aussi bien à Bangui que dans les provinces.



Réponse humanitaire. Le Programme alimentaire mondiale (PAM) a reçu 3,15 millions de dollars du Gouvernement du Japon pour renforcer la sécurité alimentaire. Cette dotation permettra de secourir 170 000 personnes qui comptent sur l'assistance humanitaire pour survivre. Le PAM pourra ainsi mobiliser un stock de 1 742 tonnes de farine de maïs, 480 tonnes de légumineuses et 32 tonnes de sel au bénéfice des déplacés, des réfugiés et des familles d'accueil dans des zones les plus affectées.

En bref



Le Plan de réponse humanitaire 2017 révisé a été présenté aux donateurs représentés à Yaoundé le 6 octobre 2017. A cette occasion, le Coordonnateur humanitaire, Najat Rochdi, a appelé les donateurs à s'investir davantage pour éviter « le pire des scénarii », à savoir une crise humanitaire à grande échelle qui affecterait toute la région. Le plaidoyer pour le financement du Plan de réponse humanitaire vise « à sortir la population dans le besoin de l'indigence et de la vulnérabilité ». Il vise aussi à offrir une meilleure protection à la population civile prise pour cible par les parties au conflit. Enfin, il contribue indéniablement à « accompagner les vœux de paix de la majorité des Centrafricains et des Centrafricaines ». Après Yaoundé, Najat Rochdi s'est rendue à Berne, Genève, Bruxelles et Londres où elle a exposé les conséquences de la détérioration progressive de la situation humanitaire en Centrafrique.



La Journée des Nations Unies a été célébrée le 24 octobre en présence du Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres. A cette occasion, il a rendu hommage au travail que les humanitaires accomplissent en Centrafrique parfois au péril de leur vie. Ce pays reste parmi les plus dangereux pour les humanitaires. De janvier à septembre 2017, 270 incidents ont directement impliqué des acteurs et biens humanitaires. A la fin du mois d'octobre 2017, 12 humanitaires ont perdu la vie.

Le saviez-vous ?

Qui est responsable de la protection ?

La responsabilité première de la protection des populations civiles incombe à l'État.

Dans les situations de conflit armé, toutes les parties au conflit sont responsables de veiller à ce que la population civile soit respectée et protégée. Cela implique de veiller à ce qu'elle soit épargnée par les effets des combats et également qu'elle ait accès à la nourriture, aux services médicaux et autres services fondamentaux.

Certains acteurs humanitaires, comme, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'UNICEF, ont un mandat de protection spécifique.

Lorsque les autorités nationales ou autre partie ne peuvent ou ne veulent pas respecter ces obligations, les organisations humanitaires peuvent entreprendre des activités complémentaires et à caractère exclusivement humanitaire et impartial, afin d'assurer le respect des droits de la population touchée. Cela peut être fait en aidant directement la population affectée ou par des actions, y compris de plaidoyer, pour permettre ou encourager les parties à protéger les populations et respecter leurs obligations.

[ERRATUM] Dans le Bulletin humanitaire du mois de septembre, il a été rapporté que l'ONG Espérance en collaboration avec le Programme alimentaire mondiale (PAM) a distribué des vivres à 24 436 personnes sur le site de PK3 et dans les familles d'accueil du quartier Bornou à Bria. Nous tenons à signaler que l'ONG Espérance vient en appui à l'ONG internationale Oxfam qui est le partenaire du PAM pour les activités de distribution. C'est donc en partenariat avec Oxfam que les vivres ont été distribués par Espérance.

Retrouver les derniers produits d'OCHA sur @OCHA_CAR

Central African Republic



Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Joseph Inganji, Chef de Bureau, inganji@un.org, Tel. (+236) 70738730

Yaye Nabo Séne, Cheffe, Information publique, seney@un.org, Tel. (+236) 70087565

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : www.unocha.org/car | www.unocha.org |